

## EN QUÊTE DE PROJET

Le succès de l'extrême droite au premier tour de l'élection présidentielle française (précédant de quelques semaines celui qu'elle a obtenu aux Pays-Bas), la colossale faillite d'Enron et l'état des négociations internationales sur le changement climatique, voici, pour l'essentiel, les trois thèmes majeurs traités dans ce numéro de juin de Futuribles.

Ces trois sujets sont révélateurs de tendances actuellement à l'œuvre et qui pourraient être lourdes de conséquences à moyen et à long terme. Tous les trois, incidemment — le dossier Enron tout particulièrement —, révèlent les dysfonctionnements du monde contemporain, en complet désarroi, incapable de penser et de construire positivement son avenir.

L'analyse que fait Pascal Perrineau de l'élection présidentielle française est, à cet égard, très éclairante. « Élection de tous les refus » explique-t-il, marquée, au premier tour, par une forte abstention et une forte croissance des extrêmes, de gauche comme de droite, en même temps que par un déclin (un désaveu ?) des grandes coalitions de gouvernement. Élection marquée, au second tour, davantage par une mobilisation contre l'extrême droite que par une adhésion massive à la candidature de Jacques Chirac.

Puis, se livrant à une véritable analyse étiologique du vote d'extrême droite,

le directeur du Cévipof (Centre d'étude de la vie politique française) souligne fort justement qu'au-delà de ses motifs conjoncturels, cette élection révèle l'opposition qui existe désormais en France entre les tenants de la société « ouverte » (à la modernité, à l'Europe, au monde, au mélange des cultures...) et ceux de la société « fermée ».

Sans avoir la moindre sympathie pour les seconds, reconnaissons toutefois que si le seul idéal de la modernité, comme certains l'ont affirmé, doit être incarné par un libéralisme bâti sur le modèle Enron, on comprendra aisément qu'il n'enchant pas les foules, qu'au contraire, il suscite une inquiétude, sinon un rejet général.

Voici, en effet, une entreprise qui, surfant sur la libéralisation du marché de l'énergie, la déréglementation et la mondialisation, faisant preuve d'une imagination et d'une innovation permanentes, d'une volonté stratégique sans limites et d'un véritable talent en matière d'ingénierie juridique et financière, fait en quelques années une percée fulgurante, devient, aux yeux de nombreux analystes, un modèle, sinon une référence. Une entreprise dont on découvre cependant, depuis l'automne 2001 et les premiers signes d'une faillite retentissante, qu'elle a construit sa fortune sur des dissimulations, des corruptions, des escroqueries extravagantes.

Michel Drancourt, assez joliment, conclut le dossier en soulignant combien il est urgent que le capitalisme soit encadré : « les mesures législatives, réglementaires ou volontaires qui sont ou seront décidées pour maîtriser [la crise] redonneront au capitalisme les bases éthiques sans lesquelles il ne peut prétendre être, comme la démocratie, "le plus mauvais des systèmes à l'exception de tous les autres" ».

Voilà la sentence lâchée et reprise par tous les autres auteurs qui, chacun à sa manière, soulignent deux principes. Le premier est que l'entreprise ne peut à ce point s'affranchir de la réalité, au risque de sombrer dans des délires mégalomaniacs (ne pourrions-nous pas en dire autant de l'État ?). Le second est qu'il ne peut y avoir de marché sans règles et sans institutions coercitives pour les faire respecter (ce qui vaut assez largement aussi pour la démocratie).

« Le capitalisme a toujours été, écrit Jean-Marie Chevalier, un mouvement permanent de création-destruction. » Et le changement social un processus complexe d'ordre et de désordre.

Mais le refus des extrêmes ne suffit pas. Encore faut-il, pour que la société se mette en mouvement, qu'il y ait adhésion à un projet positif. C'est, en substance, ce que dit Pascal Perrineau lorsqu'il écrit qu'« il est urgent que la France redécouvre, derrière ces mouvements de "politisation négative" qui l'ébranlent régulièrement depuis bientôt 10 ans, le chemin d'une politisation

qui soit davantage d'adhésion et de réforme que de statu quo ».

Il faut, en d'autres termes, dépasser le stade du refus, celui des partis de gouvernement et celui de l'extrême droite, du refus d'un socialisme purement gestionnaire et d'un libéralisme sans lois, du refus de l'effet de serre mais aussi celui des conventions internationales destinées à limiter les émissions de gaz qui en sont responsables. Il faut retrouver le sens du projet, des projets individuels et des projets collectifs, seuls à même de susciter un engagement qui résiste à l'épreuve du temps. Et si le marché se doit d'être le lieu d'une confrontation honnête des initiatives privées, la cité doit identiquement être le lieu où se confrontent les initiatives citoyennes et où, de surcroît, se forge une opinion collective sur ce que le concept de « bien commun » peut aujourd'hui signifier.

Un chantier immense est ouvert. Il est inutile de se leurrer : « un pouvoir central, quelque éclairé, quelque savant qu'on l'imagine, ne peut embrasser à lui tout seul tous les détails de la vie d'un grand peuple. La force collective des citoyens sera toujours plus puissante pour produire le bien-être social que l'autorité d'un gouvernement <sup>1</sup>. » Mais il incombe aux instances publiques, aux différents niveaux géographiques où elles interviennent, d'être les garants à long terme des règles du jeu qui découlent de nos choix de société.

Hugues de Jouvenel

1. TOCQUEVILLE Alexis de. *De la démocratie en Amérique*. Paris : Gallimard, 1968, réédition.